

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** In toepassing van artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gaan de organen en de overheden belast met het uitbrengen van een advies of het verlenen van een gelijkwaardigheid na of de documenten die ze voorgelegd worden ongetwijfeld originele exemplaren of voor eensluidend verklaarde of wettelijk erkende afschriften zijn.

Wanneer een als origineel voorgelegd document kenmerken vertoont die zijn echtheid in twijfel zouden kunnen trekken, zoals niet met de hand getekende handtekeningen, papier zonder filigram, twijfelachtige kwaliteit van de druk, anachronismen, en op welke wijze dan ook, blijken van fotocopie of valse geschriften, delen bedoelde organen of overheden de aanvrager mede waarom er geen gelijkwaardigheid kan worden verleend en welke originele stukken voorgelegd dienen te worden om de toestand recht te zetten.

Wanneer een document, voorgelegd als voor eensluidend afschrift van een origineel document, kenmerken vertoont die de werkelijke hoedanigheid van de uitreikende overheid in twijfel kan brengen, of die aan het feit dat deze overheid over het originele document zou hebben beschikt wanneer de handtekeningen voor eensluidend werd verklaard of gelegaliseerd doen twijfelen, delen de organen en de overheden de aanvrager mede de reden van de weigering tot gelijkwaardigheid en welke de officiële stukken zijn die de toestand zouden helpen recht te zetten.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 17 mei 1999.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 2402

[99/29368]

**17 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi  
de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1er;

Vu le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 2, modifié par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 8 octobre 1973 et 29 juin 1983, les arrêtés de l'Exécutif des 7 août 1990, 7 août 1991, 25 septembre 1991 et 14 décembre 1992 et les arrêtés du Gouvernement des 28 août 1996 et 30 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 1999;

Après la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education et du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études est complété par les mots « , à l'exception de l'article 9bis.

**Art. 2.** Il est inséré dans l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, un article 1bis libellé comme suit :

« Article 1bis. Toute décision d'équivalence se base sur les dispositions réglementaires portant organisation de l'enseignement en Communauté française de Belgique en vigueur à la date où est prise ladite décision. »

**Art. 3.** L'article 4, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1973 et par l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les équivalences sont octroyées après avoir pris l'avis motivé :

— soit de la Commission d'homologation instituée par l'article 9 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, en ce qui concerne les titres de fin d'études primaires, de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement secondaire technique, de l'enseignement secondaire artistique et l'enseignement secondaire professionnel à l'exception des titres du quatrième degré de l'enseignement secondaire professionnel complémentaire, section soins infirmiers pour lesquels l'avis motivé est remis par la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française;

— soit de l'Inspection de l'enseignement secondaire compétente pour les autres titres d'études pour autant qu'ils ne relèvent pas de ceux visés à l'article 1er, alinéas 2 et 3. »

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 5. Toute demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires introduite en vue d'entamer ou de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long ou universitaire doit l'être entre le 15 novembre et le 15 juillet de l'année scolaire ou académique qui précède celle de l'inscription. »

**Art. 5.** l'article 6 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 6. Lorsque la décision d'équivalence est établie sur base d'une attestation provisoire de réussite délivrée au terme des études secondaires, elle n'a qu'une valeur limitée dans le temps et cesse de produire ses effets :

1° au 15 mai de l'année civile suivant l'année de réussite des études secondaires; au terme de ce délai, le diplôme définitif de fin d'études secondaires devra être produit pour que puisse être obtenue la décision d'équivalence définitive;

2° au 15 mai de l'année civile suivant celle au cours de laquelle le demandeur a introduit une demande d'obtention du statut de réfugié politique; au terme de ce délai, le diplôme définitif de fin d'études secondaires ou la preuve de l'obtention du statut définitif de réfugié politique devra être produit pour que puisse être obtenue la décision d'équivalence définitive.

Il peut être dérogé aux dispositions de l'article 6 du même arrêté :

1° si le requérant produit une attestation originale émanant du Ministère de l'Education du pays où il a accompli ses études secondaires précisant que le diplôme définitif du requérant ne pourra pas être délivré pour le 15 mai de l'année civile fixée comme terme par la décision d'équivalence; dans tous les cas, cette attestation devra être délivrée dans le courant de l'année civile fixée comme terme par la décision d'équivalence; cette dérogation ne peut être accordée plus de deux fois.

2° si le requérant produit la preuve par pièce officielle originale que l'analyse de sa demande d'obtention du statut de réfugié politique est toujours en cours. Dans tous les cas, cette attestation devra être délivrée dans le courant de l'année civile fixée comme terme par la décision d'équivalence; cette dérogation ne peut être accordée plus de deux fois que sur décision du Ministre motivée par des circonstances exceptionnelles. »

**Art. 6.** L'article 9bis, inséré par l'arrêté de l'exécutif du 7 août 1990 et modifié par l'arrêté de l'exécutif du 7 août 1991, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 9bis. Les frais couvrant l'examen des demandes introduites en vue d'obtenir une équivalence en application de la loi du 19 mars 1971 sont fixés à :

1° 1 000 F (24,79 euros) pour une demande d'équivalence au certificat d'études de base ou à un titre d'études permettant l'admission en 1ère année A ou B de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice;

2° 1 000 F (24,79 euros) pour une demande d'équivalence à une attestation de fréquentation de la 1ère année B, à un rapport sur les compétences acquises délivré à l'issue de la 1ère année A ou encore à une attestation d'orientation délivrée à l'issue de l'une des autres années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice;

3° 5 000 F (123,95 euros) pour une demande d'équivalence au certificat d'enseignement secondaire supérieur ou au certificat d'études, accompagné, s'il échet, du certificat de qualification de la 6ème année d'enseignement secondaire professionnel ou de la 7e année d'enseignement secondaire technique ou professionnel;

4° 5 000 F (123,95 euros) pour une demande d'équivalence pour les titres visés à l'article 1er, alinéas 2 et 3.

Les frais visés à l'alinéa 1er sont versés à l'introduction de la demande, au moyen d'un virement bancaire ou par versement postal au sein de l'union européenne. Quel que soit le paiement, la preuve originale du paiement est jointe au dossier et fera apparaître le numéro de compte bénéficiaire, les noms et prénoms du demandeur et le motif du paiement. En aucun cas, les frais versés ne sont restitués. De même, les paiements qui ne comprennent pas toutes les mentions requises ne font pas l'objet d'une restitution.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 17 mai 1999.

**Art. 8.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions et le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur,  
W. ANCION

---

VERTALING

N. 99 — 2402

[99/29368]

**17 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften**

De Regering van de Franse Gemeenschap

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het decreet van 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 oktober 1973 en 29 juni 1983, de besluiten van de Executieve van 7 augustus 1990, 7 augustus 1991, 25 september 1991 en 14 december 1992 en de besluiten van de Regering van 28 augustus 1996 en 30 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1999 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen de termijn van een maand dient te worden gegeven;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster belast met het onderwijs en van de Minister belast met het hoger onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999;

Besluit :

**Artikel 1.** Lid 2 van artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften wordt aangevuld door de woorden « met uitzondering van artikel 9bis ».

**Art. 2.** In het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften wordt een artikel 1bis ingelast, luidend als volgt :

« Artikel 1bis. Iedere beslissing inzake gelijkwaardigheid steunt op de reglementaire bepalingen houdende organisatie van het onderwijs in de Franse Gemeenschap van België die van kracht zijn op de datum van bovenvermelde besluitvorming ».

**Art. 3.** Artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1973 en bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1996 wordt vervangen door volgende bepaling : « Artikel 4. De gelijkwaardigheid wordt verleend na het inwinnen van het gemotiveerd advies van :

— ofwel de Homologatiecommissie ingesteld bij artikel 9 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens van 31 december 1949 wat betreft de eindstudiebekwaamheidsbewijzen van het lager, van het algemeen secundair, van het secundaire technische onderwijs, van het secundair kunstonderwijs en van het secundair beroepsonderwijs, met uitzondering van de bekwaamheidsbewijzen van de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige verzorging, voor die het gemotiveerd advies bezorgd wordt door de algemene directie voor de gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

— ofwel de inspectie van het secundair onderwijs bevoegd voor de andere studiebekwaamheidsbewijzen in zoverze niet behoren tot die bepaald in artikel 1, leden 2 en 3. »

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1996, wordt wederingevoerd met de volgende tekst :

« Artikel 5. Elke aanvraag inzake gelijkwaardigheid van een eindstudiebekwaamheidsbewijs van het algemeen secundair onderwijs ingediend om studies te beginnen of voort te zetten in het hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, van het lange of universitaire type dient te worden ingediend tussen 15 november en 15 juli van het school- of academiejaar dat voorafgaat op de inschrijving. »

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1996, wordt wederingevoerd met de volgende tekst :

« Artikel 6. Indien de beslissing inzake gelijkwaardigheid steunt op een voorlopig attest van slagen uitgehendigd op het einde van de secundaire studies, heeft ze maar een in de tijd beperkte waarde en houdt op gevolg te hebben :

1° met 15 mei van het kalenderjaar dat volgt op het slagen van secundaire studies; op het einde van dit tijdperk dient het definitief eindstudiediploma van het secundair onderwijs te worden overgelegd om de definitieve gelijkwaardigheidsbeslissing te kunnen verkrijgen.

2° met 15 mei van het kalenderjaar dat volgt op dat in de loop waarvan de aanvrager een verzoekschrift heeft ingediend voor het verkrijgen van het statuut van politieke vluchteling; op het einde van dit tijdperk dient het definitief eindstudiediploma van het secundair onderwijs of het bewijs van het verkrijgen van het definitief statuut van politieke vluchteling te worden overgelegd om de definitieve gelijkwaardigheidsbeslissing te kunnen verkrijgen.

Van de bepalingen van artikel 6 van hetzelfde besluit kan worden afgeweken :

1° als de aanvrager een origineel attest overlegt, afkomstig van het Ministerie van Opvoeding van het land waar hij zijn secundaire studies heeft gedaan, met de vermelding dat het definitief diploma van de aanvrager niet uitgereikt kan worden vóór 15 mei van het kalenderjaar vastgesteld als termijn bij de gelijkwaardigheidsbeslissing; in ieder geval moet dit attest afgeleverd worden in de loop van het kalenderjaar vastgesteld als termijn bij de gelijkwaardigheidsbeslissing; die afwijking kan niet meer dan twee keer worden toegestaan.

2° als de aanvrager middels een origineel officieel stuk het bewijs levert dat het onderzoek van zijn aanvraag voor het verkrijgen van het statuut van politieke vluchteling nog altijd aan de gang is. In ieder geval moet dit attest afgeleverd worden in de loop van het kalenderjaar vastgesteld als termijn bij de gelijkwaardigheidsbeslissing; die afwijking kan slechts meer dan twee keer worden toegestaan indien de minister die door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde beslissing neemt ».

**Art. 6.** Artikel 9*bis*, ingelast bij het besluit van de Executieve van 7 augustus 1990 en gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 7 augustus 1991, wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Artikel 9*bis*. De kosten verbonden aan het onderzoek van de aanvragen ingediend om de gelijkwaardigheid van een diploma te bekomen bij toepassing van de wet van 19 maart 1971 worden vastgesteld op :

1° 1 000 F (24,79 €) voor een gelijkwaardigheidsaanvraag met een basisstudiegetuigschrift of een studiebekwaamheidsbewijs dat toelating geeft tot het eerste jaar A of B van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° 1 000 F (24,79 €) voor een gelijkwaardigheidsaanvraag met een attest van schoolbezoek voor het eerste jaar B, met een verslag over de verworven bekwaamheden uitgereikt na het eerste jaar A of met een oriëntatie-attest uitgereikt op het einde van een van de andere jaren van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan.

3° 5 000 F (123,95 €) voor een gelijkwaardigheidsaanvraag met het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of met het studiegetuigschrift, in voorkomend geval vergezeld van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs of van het zevende jaar van het secundair technisch of beroepsonderwijs;

4° 5 000 F (123,95 €) voor een gelijkwaardigheidsaanvraag voor de bekwaamheidsbewijzen bepaald in artikel 1, leden 2 en 3.

Het bedrag van de kosten bepaald in lid 1 wordt gestort bij het indienen van de aanvraag, door middel van een bankgiro of van een storting over de post binnen de Europese unie. Hoe het bedrag ook betaald wordt, het origineel betalingsbewijs moet bij het dossier worden gevoegd en het rekeningnummer van de begunstigde, de naam en voornamen van de aanvrager en de betalingsreden moet erop vermeld zijn. De gestorte kostenbedragen worden in geen geval terugbetaald. Desgelijks zullen de betalingen die niet al de vereiste vermeldingen behelzen niet in aanmerking komen voor terugbetaling.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 17 mei 1999.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheden het secundair Onderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheden het hoger Onderwijs behoort, zijn ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 17 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX  
De Minister belast met het hoger Onderwijs,  
W. ANCIÓN



F. 99 — 2403

[99/29362]

**19 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 18 mai 1936 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 18 mai 1936 instituant la profession de géomètre-expert immobilier;

Vu l'arrêté royal du 18 mai 1936 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession de géomètre - expert immobilier, modifié par les arrêtés royaux des 21 septembre 1936 et 21 décembre 1951 et par les arrêtés du Régent des 26 janvier 1945, 25 octobre 1946, 10 janvier 1947 et 16 juin 1947;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 1999;

Vu l'accord du Ministère du Budget, donné le 9 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1<sup>er</sup> avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 13bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 18 mai 1936, concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier :

« Article 13bis, § 1<sup>er</sup>. Le diplôme de géomètre - expert immobilier visé à l'article 10 du présent arrêté peut également être délivré à l'issue de l'épreuve intégrée de la section « Gradué géomètre-expert immobilier » approuvée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 1995, organisée par les établissements d'enseignement de promotion sociale suivants :

1<sup>o</sup> Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Uccle (n<sup>o</sup> de matricule 2003005);

2<sup>o</sup> Ecole industrielle et commerciale de Courcelles (n<sup>o</sup> de matricule 5092003);

3<sup>o</sup> Institut Reind Astrid à Mons (n<sup>o</sup> de matricule 5277000);

4<sup>o</sup> Institut commercial d'enseignement technique des travaux publics à Liège (n<sup>o</sup> de matricule 6188045);

5<sup>o</sup> Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française à Namur (n<sup>o</sup> de matricule 9236042).

§ 2. L'épreuve intégrée porte sur les matières visées à l'article 6 du présent arrêté et l'arrêté ministériel du 19 mai 1936 fixant le programme de l'examen de géomètre-expert immobilier.

Le jury devant lequel l'épreuve visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est présentée est composé du Conseil des études de la section « gradué-géomètre expert immobilier ».

§ 3. Les inscriptions à l'épreuve intégrée sont adressées à la direction de l'établissement choisi par le récipiendaire un mois au moins avant l'ouverture de la session dont la date est annoncée par la voie du *Moniteur belge*.

Le récipiendaire paie à l'établissement le montant du droit d'inscription visé à l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, selon la même procédure et dans les mêmes délais. »

**Art. 2.** Dans l'article 14, 3<sup>o</sup>, du même arrêté royal, les mots « à l'article 10 » sont remplacés par les mots « aux articles 10 et 13bis ».

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIÓN